

Le choix des hommes en politique

Vous allez voir ce que vous allez voir ! Bouteflika est rentré de Genève avec plein de résolutions et autant de décisions, nous dit la rumeur qui, reconnaissons-le, est souvent mieux inspirée que les médias. Ces décisions consistent, précise-t-elle, à remanier, à dégommer, à muter et à remplacer. Pour le wali de Blida, c'est fait. Mais on ignore ce qui lui a valu, à lui tout seul, "un mouvement dans le corps des walis", selon l'expression consacrée par les communiqués officiels et la presse nationale. Il serait étonnant qu'il doive sa révocation à sa gestion de la crise du choléra. Il n'y a eu nulle part de gestion de l'épidémie ; tout le monde a bricolé un peu et les médecins hospitaliers ont fait ce qu'ils pouvaient... D'ailleurs, on ne sait toujours pas d'où vient la bactérie... Est-ce alors le fait d'avoir parlé à une malade à distance respectable et à travers la grille d'une porte ? Il s'est méfié parce que la santé publique ne savait pas — et ne sait toujours pas — comment le choléra s'est déclaré et comment il se transmet. Et si ces prévisions d'origine inconnue se confirment, la cascade de révocations-nominations, qui a d'abord touché les hiérarchies militaire et sécuritaire, va se poursuivre. Un mouvement dont on n'a pas pu discerner, d'ailleurs, la part de sanctions liées à l'affaire Chikhi de celle d'une éventuelle opération de restructuration technique, voire politique, de l'encadrement de l'armée et des services de sécurité... Les Algériens n'en savent rien. Enfin, rien de plus que ne leur confie la rumeur. Mais ils suivent avec intérêt ce jeu de chaises musicales au sommet. Et même avec enthousiasme, parce qu'ils attendent une évolution politique, et donc une évolution dans leur condition, de chaque semblant de changement. Même si ces changements n'ont généralement pas d'autre finalité que celle d'assurer le statu quo.

Ce qu'il y a de nouveau dans le programme annoncé par dame rumeur, c'est que le mouvement à venir concernera aussi ce que l'ancien secrétaire général du FLN, Saïdani, appelait "l'État civil". Ce qui suscite encore plus la passion et l'espoir dans l'opinion commune. Tout se passe comme si le Président n'avait que la responsabilité de désigner et de renvoyer. Il ne partage pas la comptabilité de la gestion de tous ces hauts responsables qui sont aux fonctions par sa volonté. Au pire, sa responsabilité dans leurs éventuels échecs s'éteindrait au moment où il les en décharge. Pourtant, rien n'incarne aussi fidèlement sa politique que la qualité de l'encadrement national qu'il choisit depuis vingt ans. Sous les régimes précédents, qui pourtant étaient aussi des dictatures, les ministres, pour ne parler que de cette fonction, affichaient un minimum de maîtrise de leur sujet, pour ne parler que du critère de compétence. Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui qu'un ministre de la Santé s'accommode de ce qu'il ignore durablement l'origine d'une épidémie ? Ou qu'un ministre du Tourisme méconnaisse le prix d'une chambre d'hôtel ? Ou que des sénateurs manifestent pour l'impunité d'un sénateur corrompu ?!

L'acte politique n'est pas dans le débarquement des responsables pour incompétence ou indécatesse ; il est dans leur nomination. Chaque destitution est un constat d'échec de plus. Au passif du régime.

M. H.